



MESSAGE AU CONSEIL GENERAL

relatif à la modification des statuts de l'Association des communes de la Sarine pour les services médico-sociaux (ACSMS)

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

Le Conseil communal a l'avantage de soumettre à votre examen et à votre approbation le projet de modification des statuts de l'Association des communes de la Sarine pour les services médico-sociaux (ci-après : ACSMS).

I. INTRODUCTION

L'ACSMS est une association regroupant les 36 communes de la Sarine. Instituée pour la construction du Home médicalisé de la Sarine (HMS) en 1981, elle a vu ses prérogatives s'étendre, notamment avec la création du Service d'ambulance de la Sarine (SAS), la gestion de la centrale Passepartout et d'autres services médico-sociaux (indemnités forfaitaires pour personnes aidantes, versements des frais financiers des EMS décidés par la CODEMS). Par la suite, l'ACSMS a étendu ses activités notamment au Foyer de jour du HMS. Par ailleurs, la réunification des services d'aide et de soins à domicile en 2004 au sein d'une Fondation pour l'aide et les soins à domicile (FASDS), à laquelle toutes les communes de la Sarine ont adhéré, a ajouté une autre strate à cet édifice.

Etant donné l'évolution dans le domaine médico-social (cf. projet « Senior+ » qui sera adopté sous peu par le Grand Conseil) et soucieux de réunir tous les divers services qui gèrent ce domaine, à l'instar de certains autres districts, le préfet de la Sarine a commandé un audit devant permettre la création d'une nouvelle entité, avec des organes propres et une centralisation des services, dans un but à tout le moins d'efficience et de meilleure collaboration. C'est ainsi que s'est mis en place ce qui est destiné à fonctionner, dès le 1^{er} janvier 2016, sous le nom de Réseau Santé de la Sarine (RSS).



L'audit avait abouti à la conclusion que la nouvelle entité devait être chapeautée par une seule et unique direction qui couvrirait à la fois le HMS, le SAS et la FASDS. Les services de comptabilité, ressources humaines et finances devaient aussi faire l'objet d'une centralisation. A cet effet, il a été décidé que la FASDS serait dissoute et le service d'aide et de soins à domicile intégré dans la nouvelle structure. De plus, il est aussi question de transférer les attributions de la Commission de district des établissements médico-sociaux (CODEMS), en charge du versement des frais financiers des EMS et de la répartition des lits médicalisés, au comité de l'ACSMS.

Ces changements nécessitent une refonte des statuts, bien que le préfet ait déjà procédé aux travaux de mise en place de la nouvelle structure, afin d'avancer rapidement dans ce dossier. Les nouveaux statuts ont été adoptés par l'assemblée des délégués en date du 3 juin 2015 et doivent être ratifiés par les assemblées communales ou les conseils généraux des communes membres, à la majorité prévue par l'art. 113 al. 1 de la Loi sur les communes (LCo), soit les trois quarts des communes dont la population légale est supérieure aux trois quarts de la population légale de toutes les communes de l'association.

Le second élément important de cette réorganisation concerne le financement. Les statuts actuels prévoient une limite d'endettement de 13 millions de francs, montant qui est déjà dépassé puisque au 31.12.2014 l'endettement cumulé du HMS et du SAS était de près de 16 millions. Compte tenu que la limite d'endettement actuelle est nettement insuffisante pour couvrir les besoins et au vu des travaux prévisibles liés au manque de place du SAS et de l'ancienneté du HMS, il est proposé de porter la limite d'endettement à 30 millions, ce qui correspond plus à la réalité et qui est également adapté au renchérissement.

À l'occasion de cette révision des statuts, un toilettage global a également été effectué, en particulier pour faciliter la compréhension des clauses d'ordre financier notamment en regroupant et en simplifiant les dispositions relatives à la limite d'endettement, aux frais d'exploitation et aux frais financiers, sans que la clé de répartition et les principes applicables jusqu'à ce jour ne soient remis en cause.

II. PRINCIPALES ADAPTATIONS

Nous commentons ci-après les principales modifications significatives des statuts ; les articles ayant subi des modifications mineures ou de toilettage ne sont pas mentionnés.

Art. 1 Nom

Le nouveau nom de l'ACSMS est de **Réseau Santé de la Sarine (RSS)**. Ce nom remplace dans tous les articles l'appellation « association » ou « ACSMS ».

Art. 6 Organes

Le directeur général ou la directrice générale font désormais partie des organes de l'association, avec voix consultative (cf. art. 12).

Art. 10 Attributions

L'élection du secrétaire de l'assemblée n'étant plus nécessaire, elle est biffée ; ce poste est occupé par le directeur/la directrice du Réseau.

Art. 12 Comité de direction

Le directeur/la directrice est mentionné(e) avec voix consultative.

Art. 13 Secrétaire

Cet article est supprimé car le secrétariat sera dorénavant exercé par le directeur/la directrice.

Art. 17 Attributions

Le comité de direction ne gère plus l'association, cette tâche est réservée au directeur/à la directrice. En revanche, la stratégie doit être fixée par le comité. D'autre part, le comité engage le directeur/la directrice et les cadres supérieurs ; les autres employés seront engagés par le directeur/la directrice. De plus, le comité adopte un règlement d'organisation. Il s'agit, ici, de l'une des principales modifications par rapport aux anciens statuts.

Art. 17^{bis} Engagements et rétributions

Cette disposition prévoit que le comité engage le directeur général/la directrice générale qui est en outre nommé(e) secrétaire des organes du Réseau et des commissions.

Art. 19 Représentation

Cet article règle la question des signatures pour représenter le Réseau. C'est le système classique de la double signature : celles du président/de la présidente avec le directeur/la directrice ou son/sa suppléant/e.

Art. 27 à 38 – articles financiers

Une nouvelle répartition des frais est prévue. Le nouveau système implique la suppression des articles qui ne sont plus d'actualité.

Art. 30 Limite d'endettement

La nouvelle limite d'endettement passe à 30 millions de francs pour les investissements (actuellement 10 millions pour les nouveaux investissements relatifs au HMS + 3 millions pour financer les investissements du SAS) et à 4 millions pour le compte de trésorerie (inchangé). A cela s'ajoute l'emprunt de « rattrapage » des frais financiers des EMS à hauteur de 8 millions de francs qui court jusqu'au 31 décembre 2023, comme cela a été décidé en 2012.

Art. 31 Répartition des frais d'exploitation

La grille de répartition (75%-25%) actuelle est inchangée. En revanche, les frais d'exploitation sont spécifiés nommément. Ils se rapportent à l'ensemble des services et non à chaque entité séparément comme c'est le cas actuellement.

Art. 47

Cette disposition transitoire fixe l'entrée en vigueur des nouveaux articles modifiés au 1^{er} janvier 2016. Elle stipule aussi que le réseau reprend le personnel de la FASDS qui sera dissoute pour être intégrée au Réseau.

III. REPERCUSSIONS SUR LA COMMUNE

Du point de vue technique, le regroupement de ces activités n'aura pas de répercussions directes sur la commune, puisqu'elle continuera à avoir 2 représentants au sein du comité (cette représentation n'est pas changée par rapport aux anciens statuts). Pour ce qui est des activités, la commune siège au sein de la Fondation FASDS de sorte que sous le regroupement, le comité s'occupera aussi de ce volet.

La centralisation à terme devrait permettre des économies d'échelle dans le cadre de la gestion administrative du Réseau. Le budget 2016 montre que, par rapport aux comptes 2014, les charges administratives n'ont que légèrement augmenté. La structure organisationnelle a été adaptée aux nouveaux statuts, mais globalement aucune augmentation de poste n'a été faite dans le budget de fonctionnement du Réseau. Dans le courant de l'année 2015, trois postes ont été supprimés (les directeurs du SAS et HMS, la cheffe infirmière du HMS) et les deux postes de comptables de l'ACSMS et de la FASDS n'ont pas été reconduits dans leurs fonctions actuelles. Le Réseau reposera sur un directeur général et cinq chefs de services. Globalement au 31 décembre 2014 il y avait 14,5 EPT au niveau de la direction et du staff administratif ; au 01.01.2016 il y aura exactement le même nombre d'EPT.

Seul un poste à 50% sur 1 année a été engagé dans le cadre d'un chef de projet informatique et les coûts pour ce poste ont été intégrés dans le crédit d'investissement informatique pour la mise en place du réseau.

Compte tenu du fait que la nouvelle structure semble acceptée par l'ensemble des communes – à tout le moins elle a largement été plébiscitée par l'assemblée des délégués – le Conseil communal propose de s'y rallier. Les représentants de la commune veilleront au strict respect de la maîtrise des dépenses que ce soit au sein du comité ou dans le cadre de l'assemblée des délégués du RSS.

IV. PROPOSITION

Le Conseil communal propose au Conseil général d'approuver la modification des statuts de l'ACSMS telle que proposée. Aux fins d'information, sont joints au présent message les documents suivants :

- Tableau comparatif anciens statuts/nouveaux statuts
- Message du comité de direction de l'ACSMS au sujet de la modification des statuts.

Nous vous prions de croire, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, à l'assurance de nos meilleurs sentiments.

Le Conseiller communal
responsable du dicastère des prestations à la population

Marco Aurelio Andina



Approuvé par le Conseil communal
dans sa séance du 9 novembre 2015

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Secrétaire



Emmanuel ROULIN



La Syndique



Erika SCHNYDER

Annexes : - mentionnés

| Statuts actuels | Nouveaux statuts |
|---|--|
| TITRE I. Nom, membres, buts, siège | TITRE I. Nom, membres, buts, siège |
| <p>Nom</p> <p>Article premier.- ¹Sous la dénomination « Association des communes de la Sarine pour les services médico-sociaux » (<i>ci-après Association</i>), il est constitué une Association de communes au sens de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes.</p> <p>²Cette Association a caractère de personne morale de droit public communal au sens de l'article 109^{bis} alinéa 2 de la loi précitée.</p> | <p>Nom</p> <p>Article premier.- ¹Sous la dénomination « Réseau Santé de la Sarine » (<i>ci-après : le Réseau</i>), il est constitué une association de communes au sens de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo).</p> <p>²Le Réseau a caractère de personne morale de droit public communal au sens de l'article 109bis <i>alinéa 2 LCo de la loi précitée</i>.</p> |
| <p>Membres</p> <p>Art. 2.- ¹Sont membres de l'Association toutes les communes du district de la Sarine qui, en vertu d'une décision de leur assemblée communale ou de leur conseil général, ont adhéré aux présents statuts.</p> <p>²L'Association peut admettre d'autres communes par la suite aux conditions fixées par les statuts et par l'assemblée des délégués.</p> <p>³L'article 110 de la loi sur les communes est réservé.</p> | <p>Membres</p> <p>Art. 2.- ¹Sont membres <i>du Réseau</i> toutes les communes du district de la Sarine qui, en vertu d'une décision de leur assemblée communale ou de leur conseil général, ont adhéré aux présents statuts.</p> <p>²Le Réseau peut admettre d'autres communes par la suite aux conditions fixées par les statuts et par l'assemblée des délégués.</p> <p>³L'article 110 <i>LCo de la loi sur les communes</i> est réservé.</p> |
| <p>Services médico-sociaux</p> <p>Art. 3.- ¹L'Association a pour buts :</p> <p>a) d'exploiter le home médicalisé construit à Villars-sur-Glâne, 10, Avenue Jean-Paul II ;</p> | <p>Services médico-sociaux</p> <p>Art. 3.- ¹Le Réseau a pour buts :</p> <p>a) d'exploiter le home médicalisé construit à Villars-sur-Glâne, 10, Avenue Jean-Paul II (<i>ci-après : le home médicalisé de la Sarine</i>) ;</p> |

| | |
|---|---|
| <p>b) d'exploiter un service d'ambulance pour le district de la Sarine ;</p> <p>c) de prendre en charge et de répartir les frais financiers des établissements médico-sociaux pour personnes âgées abritant des résidents provenant du district de la Sarine, selon convention passée entre chaque établissement concerné et l'Association ;</p> <p>d) de répondre aux tâches qui lui sont dévolues par la loi du 8 septembre 2005 sur l'aide et les soins à domicile.</p> <p>²La qualité de membre est indivisible quant aux différents services offerts par l'Association.</p> | <p>b) d'exploiter un service d'ambulance pour le district de la Sarine ;</p> <p>c) de prendre en charge et de répartir les frais financiers des établissements médico-sociaux pour personnes âgées abritant des résidents provenant du district de la Sarine. selon convention passée entre chaque établissement concerné et l'Association ;</p> <p>d) de répondre aux tâches et missions qui lui sont dévolues à ses membres par la législation loi du 8 septembre 2005 sur l'aide et les soins à domicile ainsi que par la législation sur la prise en charge des personnes âgées.</p> <p>²La qualité de membre est indivisible quant aux différents services offerts par le Réseau.</p> |
| <p>Siège</p> <p>Art. 4.- Le siège de l'Association est à Villars-sur-Glâne.</p> | <p>Siège</p> <p>Art. 4.- Le siège du Réseau est à Villars-sur-Glâne.</p> |
| <p>Durée</p> <p>Art. 5.- La durée de l'Association est indéterminée.</p> | <p>Durée</p> <p>Art. 5.- La durée du Réseau est indéterminée.</p> |
| <p>TITRE II. Organes de l'Association</p> | <p>TITRE II. Organes du Réseau</p> |
| <p>Organes</p> <p>Art. 6.- ¹Les organes de l'Association sont :</p> <p>a) l'assemblée des délégués,</p> <p>b) le comité de direction,</p> <p>²L'Association entretient des liens privilégiés avec les autorités de district instituées par la législation spéciale, à savoir:</p> | <p>Organes</p> <p>Art. 6.- ¹Les organes du Réseau sont :</p> <p>a) l'assemblée des délégués,</p> <p>b) le comité de direction ;</p> <p>c) le directeur ou la directrice général(e).</p> <p>²Le Réseau entretient des liens privilégiés avec les autorités de district instituées par la législation spéciale, à savoir:</p> |

| | |
|--|--|
| <p>a) La commission de district prévue par la loi du 8 septembre 2005 sur l'aide et les soins à domicile ;</p> <p>b) La commission de district des EMS prévue par la loi du 23 mars 2001 sur les établissements médico-sociaux pour personnes âgées.</p> | <p>a) La commission de district prévue par la loi du 8 septembre 2005 sur l'aide et les soins à domicile (LASD) ;</p> <p>b) La commission de district des EMS prévue par la loi du 23 mars 2001 sur les établissements médico-sociaux pour personnes âgées (LEMS).</p> |
| a) L'assemblée des délégués | a) L'assemblée des délégués |
| <p>Assemblée des délégués</p> <p>Art. 7.- ¹L'assemblée des délégués se compose des représentants des communes-membres à raison d'un délégué par 2'000 habitants ou par fraction de 2'000 habitants.</p> <p>²Le Préfet de la Sarine préside l'assemblée des délégués et le comité de direction. Le vice-président du comité de direction est également le vice-président de l'assemblée des délégués.</p> | <p>Assemblée des délégués</p> <p>Art. 7.- ¹L'assemblée des délégués se compose des représentants des communes-membres à raison d'un délégué par 2'000 habitants ou par fraction de 2'000 habitants.</p> <p>²Le Préfet de la Sarine préside l'assemblée des délégués et le comité de direction. Le vice-président du comité de direction est également le vice-président de l'assemblée des délégués.</p> |
| <p>Désignation des délégués</p> <p>Art. 8.- Le conseil communal désigne, en principe en son sein, les délégués de la commune. Le mandat de délégué peut porter sur la législature ou sur une période plus limitée. Dans l'exercice de leur fonction, notamment lorsqu'il s'agit de dépenses d'investissement nouvelles, les délégués se réfèrent à l'avis du conseil communal. Le conseil communal peut révoquer un délégué pour de justes motifs.</p> | <p>Désignation des délégués</p> <p>Art. 8.- Le conseil communal désigne, en principe en son sein, les délégués de la commune. Le mandat de délégué peut porter sur la législature ou sur une période plus limitée. Dans l'exercice de leur fonction, notamment lorsqu'il s'agit de dépenses d'investissement nouvelles, les délégués se réfèrent à l'avis du conseil communal. Le conseil communal peut révoquer un délégué pour de justes motifs.</p> |
| <p>Délibération</p> <p>Art. 9.- ¹L'assemblée des délégués ne peut délibérer valablement qu'en présence de la majorité des délégués.</p> <p>²Chaque délégué a droit à une voix.</p> | <p>Délibération</p> <p>Art. 9.- ¹L'assemblée des délégués ne peut délibérer valablement qu'en présence de la majorité des délégués.</p> <p>²Chaque délégué a droit à une voix.</p> |

| | |
|--|--|
| <p>³Les décisions sont prises à la majorité des suffrages, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. En cas d'égalité, le président départage (article 18 alinéa 4 LCo).</p> <p>⁴Les élections se font à la majorité absolue des suffrages, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. Au deuxième tour, la majorité relative suffit. En cas d'égalité, le président procède au tirage au sort (article 19 alinéa 2 LCo).</p> | <p>³Les décisions sont prises à la majorité des suffrages, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. En cas d'égalité, le président départage (article 18 alinéa 4 LCo).</p> <p>⁴Les élections se font à la majorité absolue des suffrages, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. Au deuxième tour, la majorité relative suffit. En cas d'égalité, le président procède au tirage au sort (article 19 alinéa 2 LCo).</p> |
| <p>Attributions</p> <p>Art. 10.- L'assemblée des délégués a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) fixation du nombre des membres du comité de direction (article 12) ; b) élection du vice-président et des autres membres du comité de direction ; c) élection du secrétaire de l'assemblée ; d) fixation du nombre et désignation des membres de la commission de district prévue par la loi du 8 septembre 2005 sur l'aide et les soins à domicile ; e) décision sur le budget, approbation des comptes et du rapport de gestion ; f) vote des dépenses d'investissement, des crédits supplémentaires qui s'y rapportent, ainsi que de la couverture des dépenses ; g) vote des dépenses non prévues au budget, sous réserve des compétences du comité de direction ; h) adoption des règlements nécessaires à la bonne marche de l'Association, notamment le règlement sur l'indemnité forfaitaire pour l'aide familiale à domicile ; i) fixation des prix de pension du home médicalisé ; j) fixation du tarif d'intervention de l'ambulance ; k) fixation des indemnités des membres du comité de direction et des commissions ; l) modification des statuts ; m) admission de nouveaux membres ; n) dissolution de l'Association ; | <p>Attributions</p> <p>Art. 10.- L'assemblée des délégués a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) fixation du nombre des membres du comité de direction (article 12) ; b) élection du vice-président et des autres membres du comité de direction ; c) élection du secrétaire de l'assemblée ; c) fixation du nombre et désignation des membres de la commission de district prévue par la loi du 8 septembre 2005 la législation sur l'aide et les soins à domicile ; d) décision sur le budget, approbation des comptes et du rapport de gestion ; e) vote des dépenses d'investissement, des crédits supplémentaires qui s'y rapportent, ainsi que de la couverture des dépenses ; f) vote des dépenses non prévues au budget, sous réserve des compétences du comité de direction ; g) adoption des règlements nécessaires à la bonne marche du Réseau, notamment le règlement sur l'indemnité forfaitaire pour l'aide familiale à domicile ; h) fixation des prix de pension du home médicalisé de la Sarine ; i) fixation du tarif d'intervention de l'ambulance ; j) fixation des indemnités des membres du comité de direction et des commissions ; k) modification des statuts ; l) admission de nouveaux membres ; m) dissolution du Réseau; |

| | |
|---|---|
| o) désignation de l'organe de révision ; p) surveillance de l'administration de l'Association. | n) désignation de l'organe de révision ; o) surveillance de l'administration du Réseau . |
| <p>Convocation</p> <p>Art. 11.- ¹L'assemblée des délégués est convoquée par avis adressé à chaque conseil communal et à chaque délégué au moins vingt jours à l'avance. La convocation contient l'ordre du jour établi par le comité de direction.</p> <p>²L'assemblée des délégués se réunit au moins deux fois par année, dans les cinq premiers mois pour les comptes et dans les trois derniers mois pour le budget. D'autres réunions peuvent avoir lieu si le comité de direction l'estime nécessaire ou si le quart des délégués ou des communes-membres le demandent.</p> | <p>Convocation</p> <p>Art. 11.- ¹L'assemblée des délégués est convoquée par avis adressé à chaque conseil communal et à chaque délégué au moins vingt jours à l'avance. La convocation contient l'ordre du jour établi par le comité de direction.</p> <p>²L'assemblée des délégués se réunit au moins deux fois par année, dans les cinq premiers mois pour les comptes et dans les trois derniers mois pour le budget. D'autres réunions peuvent avoir lieu si le comité de direction l'estime nécessaire ou si le quart des délégués ou des communes-membres le demandent.</p> |
| b) Le comité de direction | b) Le comité de direction |
| <p>Composition</p> <p>Art. 12.- ¹Le comité de direction est composé de onze à quinze membres.</p> <p>²Les membres du comité de direction doivent faire partie d'un exécutif d'une commune-membre.</p> <p>³Les membres du comité de direction sont élus par l'assemblée des délégués pour la législature ou le reste de celle-ci.</p> | <p>Composition</p> <p>Art. 12.- ¹Le comité de direction est composé de onze à quinze membres. Le directeur ou la directrice général(e) y participe avec voix consultative.</p> <p>²Les membres du comité de direction doivent faire partie d'un exécutif d'une commune-membre.</p> <p>³Les membres du comité de direction sont élus par l'assemblée des délégués pour la législature ou le reste de celle-ci.</p> |

| | |
|---|---|
| <p>Secrétaire</p> <p>Art. 13.- Le comité de direction désigne son secrétaire qui ne doit pas être membre du comité.</p> | <p>Secrétaire</p> <p>Art. 13.- Le comité de direction désigne son secrétaire qui ne doit pas être membre du comité.</p> |
| <p>Convocation</p> <p>Art. 14.- Le comité de direction est convoqué au moins quatorze jours à l'avance, cas d'urgence réservés.</p> | <p>Convocation</p> <p>Art. 14.- Le comité de direction est convoqué au moins quatorze jours à l'avance, cas d'urgence réservés.</p> |
| <p>Délibérations</p> <p>Art. 15.- ¹Le comité de direction ne peut prendre de décisions ou procéder à des nominations que s'il a été régulièrement convoqué et si la majorité de ses membres sont présents.</p> <p>²Les membres du comité de direction sont tenus de se prononcer. Le président prend part au vote.</p> <p>³Les décisions sont prises à main levée à moins que le comité ne décide le scrutin secret. Elles sont prises à la majorité. En cas d'égalité, le président départage.</p> <p>Nominations</p> <p>⁴Les nominations ont lieu au scrutin secret si un membre du comité le demande. Elles ont lieu à la majorité absolue. Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffit. En cas d'égalité, le président procède au tirage au sort.</p> <p>⁵En cas de décisions et nominations au scrutin secret, le secrétaire procède au décompte des voix (article 64 LCo).</p> | <p>Délibérations et nominations</p> <p>Art. 15.- ¹Le comité de direction ne peut prendre de décisions ou procéder à des nominations que s'il a été régulièrement convoqué et si la majorité de ses membres sont présents.</p> <p>²Les membres du comité de direction sont tenus de se prononcer. Le président prend part au vote.</p> <p>³Les décisions sont prises à main levée à moins que le comité ne décide le scrutin secret. Elles sont prises à la majorité. En cas d'égalité, le président départage.</p> <p>Nominations</p> <p>⁴Les nominations ont lieu au scrutin secret si un membre du comité le demande. Elles ont lieu à la majorité absolue. Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffit. En cas d'égalité, le président procède au tirage au sort.</p> <p>⁵En cas de décisions et nominations au scrutin secret, le directeur ou la directrice général (e) procède au décompte des voix (article 64 LCo).</p> |

| | |
|---|---|
| <p>Récusation</p> <p>Art. 16.- Un membre du comité de direction ne peut assister à la délibération d'un objet qui présente un intérêt spécial pour lui-même ou pour une personne avec laquelle il se trouve dans un rapport étroit de parenté ou d'alliance, d'obligation ou de dépendance (article 65 LCo).</p> | <p>Récusation</p> <p>Art. 16.- Un membre du comité de direction ne peut assister à la délibération d'un objet qui présente un intérêt spécial pour lui-même ou pour une personne avec laquelle il se trouve dans un rapport étroit de parenté ou d'alliance, d'obligation ou de dépendance (article 65 LCo).</p> |
| <p>Attributions</p> <p>Art. 17.- ¹Le comité de direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dirige et administre l'Association ; b) représente l'Association envers les tiers ; c) prépare les objets à soumettre à l'assemblée des délégués et exécute les décisions de celle-ci ; d) engage le personnel et surveille son activité ; e) attribue les mandats d'étude, adjuge les travaux et en surveille l'exécution ; f) prend toutes les mesures utiles pour en assurer la bonne marche. <p>²Il exerce en outre toutes les attributions qui ne sont pas déléguées par la loi ou par les statuts à un autre organe.</p> | <p>Attributions</p> <p>Art. 17.- ¹Le comité de direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) fixe la stratégie du Réseau ; b) représente le Réseau envers les tiers conformément aux modalités fixées à l'article 19 ; c) prépare les objets à soumettre à l'assemblée des délégués et exécute les décisions de celle-ci ; d) engage le directeur ou la directrice général(e) ainsi que les cadres supérieurs du Réseau (notamment les responsables du home médicalisé de la Sarine, du service de l'aide et des soins à domicile, du service d'ambulances, des ressources humaines et des finances), approuve leur cahier des charges et surveille leur activité ; e) attribue les mandats d'étude, adjuge les travaux et en surveille l'exécution ; f) prend toutes les mesures utiles pour en assurer la bonne marche ; g) adopte un règlement d'organisation fixant, notamment, la répartition et l'éventuelle délégation des tâches entre le comité de direction, le directeur ou la directrice général(e), les commissions ou les délégations ainsi que les compétences financières. <p>²Il exerce en outre toutes les attributions qui ne sont pas déléguées par la loi ou par les statuts à un autre organe.</p> |

| | |
|--|--|
| | <p>c) Le directeur général ou la directrice générale</p> <hr/> <p>Engagement et attributions</p> <p><u>Art. 17bis.</u>- ¹Le directeur ou la directrice général(e) est engagé(e) par le comité de direction (art. 17 al. 1 let. d). ² Il ou elle assure le secrétariat des organes du Réseau ainsi que des commissions mentionnées à l'article 6 al. 2. Pour le reste, ses attributions sont fixées dans son cahier des charges ainsi que dans le règlement d'organisation (art. 17 al. 1 let. g).</p> |
| <p>Commissions, délégations</p> <p><u>Art. 18.</u>- ¹Le comité de direction peut désigner des commissions ou constituer des délégations et leur déléguer certaines de ses compétences sur la base d'un cahier des charges.</p> <p>²Il peut également déléguer certaines de ses compétences aux cadres de l'Association sur la base d'un cahier des charges.</p> | <p>Commissions, délégations</p> <p><u>Art. 18.</u>- ¹Le comité de direction peut désigner des commissions ou constituer des délégations et leur déléguer certaines de ses compétences sur la base d'un cahier des charges.</p> <p>²Il peut également déléguer certaines de ses compétences aux cadres <u>du Réseau</u> sur la base d'un cahier des charges.</p> |
| <p>Représentation</p> <p><u>Art. 19.</u>- L'Association est engagée par la signature collective à deux du président ou du vice-président du comité de direction et du secrétaire ou d'un autre membre du comité.</p> | <p>Représentation</p> <p><u>Art. 19.</u>- <u>Le Réseau est engagé par la signature collective à deux du président ou de la présidente et/ou du vice-président ou de la vice-présidente du comité de direction, avec le directeur ou la directrice général(e), resp. son suppléant ou sa suppléante.</u></p> |
| <p>c) Organes de révision</p> | <p>d) L'organe de révision</p> |
| <p>Nomination</p> <p><u>Art. 20.</u>- L'organe de révision est désigné par l'assemblée des délégués pour le contrôle d'un à trois exercices. Une ou plusieurs reconductions sont possibles ; toutefois, la durée du mandat d'un organe de révision ne peut excéder six ans consécutifs.</p> | <p>Nomination</p> <p><u>Art. 20.</u>- L'organe de révision est désigné par l'assemblée des délégués pour le contrôle d'un à trois exercices. Une ou plusieurs reconductions sont possibles ; toutefois, la durée du mandat d'un organe de révision ne peut excéder six ans consécutifs.</p> |

| | |
|---|---|
| <p>Attributions</p> <p>Art. 21.- ¹Il vérifie si la comptabilité et les comptes annuels sont conformes aux règles de la loi sur les communes et de son règlement d'exécution.</p> <p>²Le comité de direction fournit à l'organe de révision tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de sa mission.</p> | <p>Attributions</p> <p>Art. 21.- ¹Il vérifie si la comptabilité et les comptes annuels sont conformes aux règles de la législation sur les communes.</p> <p>²Le comité de direction fournit à l'organe de révision tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de sa mission.</p> |
| <p>d) La Commission de district pour les soins et l'aide familiale à domicile</p> | <p>e) La commission de district pour les soins et l'aide familiale à domicile</p> |
| <p>Composition</p> <p>Art. 22.- ¹La commission est composée de représentants des communes et des services de soins et d'aide familiale à domicile, ainsi que d'un médecin.</p> <p>²La commune de Fribourg a droit à deux représentants, celles de Marly et de Villars-sur-Glâne à un représentant. Les autres sièges des communes sont répartis par région.</p> <p>³Les représentants des communes doivent détenir la majorité des sièges.</p> | <p>Composition</p> <p>Art. 22.- ¹La commission est composée de représentants des communes et des services de soins et d'aide familiale à domicile, ainsi que d'un médecin.</p> <p>²La commune de Fribourg a droit à deux représentants, celles de Marly et de Villars-sur-Glâne à un représentant. Les autres sièges des communes sont répartis par région.</p> <p>³Les représentants des communes doivent détenir la majorité des sièges.</p> |
| <p>Attributions</p> <p>Art. 23.- Les attributions de la commission sont celles fixées par la loi du 8 septembre 2005 sur l'aide et les soins à domicile.</p> | <p>Attributions</p> <p>Art. 23.- Les attributions de la commission sont celles fixées par l'article 9 LASD. la loi du 8 septembre 2005 sur l'aide et les soins à domicile.</p> |

| | |
|--|---|
| Titre III. Finances | Titre III. Finances |
| a) Généralités | a) Généralités |
| Budgets et comptes <u>Art. 24.-</u> ¹ Le budget et les comptes de l'Association sont établis et tenus selon les dispositions applicables en la matière. ² Le budget et les comptes de l'Association distinguent les charges et les produits de chaque service. | Budgets et comptes <u>Art. 24.-</u> ¹ Le budget et les comptes du Réseau sont établis et tenus selon les dispositions applicables en la matière. ² Le budget et les comptes du Réseau distinguent les charges et les produits de chaque service. |
| Ressources <u>Art. 25.-</u> Les ressources de l'Association se composent : a) des participations communales ; b) des subventions ; c) des participations de tiers, de dons et de legs. | Ressources <u>Art. 25.-</u> Les ressources du Réseau se composent : a) des participations communales ; b) des subventions ; c) des participations de tiers, de dons et de legs. |
| Principes de financement des investissements <u>Art. 26.-</u> ¹ Les frais d'investissement de chaque service sont assumés par l'Association. Les frais financiers (intérêt et amortissement) qui en découlent sont répartis entre les communes-membres selon les clés de répartition des frais d'exploitation de chaque service. ² L'autorisation de financement délivrée par le Service des communes est réservée (article 148 LCo). | Principes de financement des investissements <u>Art. 26.-</u> ¹ Les frais d'investissement de chaque service sont assumés par le Réseau . Les frais financiers (intérêt et amortissement) qui en découlent sont répartis entre les communes-membres selon les clés de répartition des frais d'exploitation de chaque service. ² L'autorisation de financement délivrée par le Service des communes est réservée (article 148 LCo). |
| b) Frais communs | [supprimé] |

| | |
|---|---|
| <p>Définition</p> <p>Art. 27.- Les frais communs (chap. O du plan comptable) sont des frais qui de par leur nature ne peuvent pas être attribués en tout ou en partie à un service déterminé.</p> | <p>[supprimé]</p> |
| <p>Imputation des frais communs sur les différents services</p> <p>Art. 28.- Les frais communs sont imputés sur les chapitres de fonctionnement des différents services au prorata du total annuel des charges de fonctionnement de chaque service, déduction faite des frais financiers.</p> | <p>[supprimé]</p> |
| <p>c) <u>Compte de trésorerie</u></p> <p>Art. 29.- ¹L'Association peut contracter des emprunts jusqu'à concurrence de 4'000'000 francs, au titre de compte de trésorerie.</p> <p>²Le compte de trésorerie sert exclusivement à assurer les liquidités courantes lors du financement des dépenses de fonctionnement.</p> | <p>b) <u>Compte de trésorerie</u></p> <p>Art. 29.- Le compte de trésorerie sert exclusivement à assurer les liquidités courantes lors du financement des dépenses de fonctionnement.</p> |
| <p>d) <u>Home médicalisé</u></p> | <p>c) <u>Limite d'endettement</u></p> |
| <p>Compte de construction</p> <p>Art. 30.- L'Association peut contracter des emprunts jusqu'à concurrence de 10'000'000 francs pour de nouveaux investissements (extension ou transformations du home médicalisé).</p> | <p>Art. 30.- ¹ Le Réseau peut contracter des emprunts.</p> <p>² La limite d'endettement est fixée à :</p> <p>a) 30'000'000 francs pour les investissements ;</p> <p>b) 4'000'000 francs pour le compte de trésorerie.</p> <p>³ Le Réseau peut en outre contracter un emprunt unique d'une durée</p> |

| | |
|--|--|
| | <p>maximale de 10 ans (jusqu'au 31 décembre 2023) et d'un montant maximal de 8'000'000 francs pour financer le remboursement du décalage de 18 mois dans le paiement des frais financiers des établissements médico-sociaux du district de la Sarine.</p> <p>⁴ Les emprunts sont soumis à autorisation délivrée par le Service des communes aux conditions de l'article 148 al. 1 let. a LCo.</p> |
| | <p>d) Répartition des frais d'exploitation</p> |
| <p>Répartition des frais d'exploitation</p> <p>Art. 31.- Les frais d'exploitation du home, après déduction des prix de pension, des autres participations de tiers et des subventions éventuelles, sont répartis entre les communes-membres selon la clé suivante :</p> <p>75 % selon le nombre d'habitants (population légale) ; 25 % selon la population légale de chaque commune pondérée par l'indice de potentiel fiscal cantonal (IPF) de la commune.</p> | <p>Art. 31.- ¹ Les frais d'exploitation du Réseau sont, après déduction des prix de pension, des participations des usagers, des prestations des assurances, des autres participations de tiers et des subventions éventuelles, répartis entre les communes-membres selon la clé suivante :</p> <p>75 % selon le nombre d'habitants (population légale) ; 25 % selon la population légale de chaque commune pondérée par l'indice de potentiel fiscal cantonal (IPF) de la commune.</p> <p>² Les frais d'exploitation sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les dépenses courantes de fonctionnement du Réseau ; b) les frais d'exploitation du home médicalisé de la Sarine ; c) les frais d'exploitation du service d'ambulance ; d) les frais financiers liés aux dépenses d'investissement des établissements médico-sociaux du district de la Sarine fixés par la Commission ad hoc prévue dans la loi du 23 mars 2000 sur les établissements médico-sociaux pour personnes âgées ; e) la charge financière de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 4 LASD ; f) les frais de fonctionnement de la Commission de district des EMS et de la commission de district pour les soins et l'aide familiale à domicile (jetons de présence des membres et des frais d'administration) ; |

| | |
|---|---|
| | <p>g) la charge financière de l'aide et des soins à domicile ;</p> <p>h) la charge financière liée à l'accomplissement des tâches et des missions mentionnées à l'article 3 let. d.</p> |
| e) Service d'ambulance | [supprimé] |
| <p>Compte de construction</p> <p>Art. 32.- L'Association peut contracter des emprunts jusqu'à concurrence de 3'000'000 francs pour financer les investissements du service d'ambulance.</p> | [supprimé] |
| <p>Répartition des frais d'exploitation</p> <p>Art. 33.- Les frais d'exploitation du service d'ambulance, après déduction des participations des usagers et des assurances, sont répartis entre les communes selon la clé de répartition suivante :</p> <p>75 % selon le nombre d'habitants (population légale) ;</p> <p>25 % selon la population de chaque commune pondérée par l'indice de potentiel fiscal cantonal (IPF) de la commune.</p> | [supprimé] |
| f) Frais financiers des établissements médico-sociaux pour personnes âgées (EMS) | [supprimé] |
| <p>Art. 34.- Les frais financiers pris en considération sont ceux fixés par la Commission ad hoc prévue dans la loi du 23 mars 2000 sur les établissements médico-sociaux pour personnes âgées.</p> | [supprimé] |
| <p>Art. 35.- Les frais financiers liés aux dépenses d'investissement des établissements médico-sociaux du district de la Sarine et les frais de fonctionnement de la Commission de district des EMS sont pris en charge par les communes-membres. Ils sont répartis entre elles selon la clé suivante :</p> | [supprimé] |

| | |
|---|----------------------------|
| 75 % selon le nombre d'habitants (population légale) ; 25 % selon la population légale de chaque commune pondérée par l'indice de potentiel fiscal cantonal (IPF) de la commune. | |
| Art. 35bis.- L'Association peut contracter un emprunt unique d'une durée maximale de 10 ans et d'un montant maximal de 8'000'000 francs pour financer le remboursement du décalage de 18 mois dans le paiement des frais financiers des établissements médico-sociaux du district de la Sarine. | [supprimé] |
| g) Commission de district pour les soins et l'aide familiale à domicile | [supprimé] |
| Nature des frais et clé de répartition Art. 36.- ¹ Les frais de ce service sont les frais de la commission de district pour les soins et l'aide familiale à domicile. Ils se composent des jetons de présence des membres et des frais d'administration. ² Ces frais sont répartis entre les communes-membres selon le chiffre de la population légale. | [supprimé] |
| Répartition de l'indemnité forfaitaire Art. 36bis.- La charge financière de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 4 de la loi du 8 septembre 2005 sur l'aide et les soins à domicile est prise en charge par les communes-membres. Elle est répartie entre elles selon la clé suivante : 75 % selon le nombre d'habitants (population légale) ; 25 % selon la population légale de chaque commune pondérée par l'indice de potentiel fiscal cantonal (IPF) de la commune. | [supprimé] |
| h) Fondation pour l'aide et les soins à domicile du district de la Sarine | [supprimé] |

| | |
|---|---|
| <p>Répartition de l'aide et des soins à domicile</p> <p>Art. 36^{ter}.- La charge financière du mandat de prestation prévue à l'article 4 de la loi du 8 septembre 2005 sur l'aide et les soins à domicile est prise en charge par les communes-membres. Elle est répartie entre elles selon la clé suivante :</p> <p>75 % selon le nombre d'habitants (population légale) ; 25 % selon la population légale de chaque commune pondérée par l'indice de potentiel fiscal cantonal (IPF) de la commune.</p> | <p>[supprimé]</p> |
| <p>i) Modalités de paiement des contributions communales</p> | <p>e) Modalités de paiement des contributions communales</p> |
| <p>Modalités de paiement</p> <p>Art. 37.- ¹Les communes sont tenues de s'acquitter de leur participation dans les trente jours suivant la réception du décompte.</p> <p>²Le comité de direction peut décider de percevoir des acomptes en cours d'exercice. Il fixe l'échéance des acomptes.</p> <p>³Après l'échéance, l'intérêt est facturé au taux de l'emprunt du compte de trésorerie.</p> | <p>Modalités de paiement</p> <p>Art. 37.- ¹Les communes sont tenues de s'acquitter de leur participation dans les trente jours suivant la réception du décompte.</p> <p>²Le comité de direction peut décider de percevoir des acomptes en cours d'exercice. Il fixe l'échéance des acomptes.</p> <p>³Après l'échéance, l'intérêt est facturé au taux de l'emprunt du compte de trésorerie.</p> |
| <p>Garantie</p> <p>Art. 38.- Les décisions de l'Association, prises par ses organes dans le cadre de leurs attributions légales ou statutaires, obligent les communes-membres.</p> | <p>Garantie</p> <p>Art. 38.- Les décisions du Réseau, prises par ses organes dans le cadre de leurs attributions légales ou statutaires, obligent les communes-membres.</p> |
| <p>j) Referendum</p> | <p>f) Referendum</p> |

| | |
|--|--|
| <p>Art. 39.- ¹Les décisions de l'assemblée des délégués concernant une dépense nouvelle supérieure à 5 millions de francs sont soumises au referendum facultatif au sens de l'article 123d de la loi sur les communes.</p> <p>²Les décisions de l'assemblée des délégués concernant une dépense nouvelle supérieure à 10 millions de francs sont soumises au referendum obligatoire au sens de l'article 123e de la loi sur les communes.</p> <p>³Le montant net de la dépense fait foi, après déduction des subventions et participations de tiers. En cas de dépenses renouvelables, les tranches annuelles sont additionnées. Si on ne peut déterminer pendant combien d'années la dépense interviendra, il est compté cinq fois la dépense annuelle.</p> | <p>Art. 39.- ¹Les décisions de l'assemblée des délégués concernant une dépense nouvelle supérieure à 5 millions de francs sont soumises au referendum facultatif au sens de l'article 123d LCo. de la loi sur les communes.</p> <p>²Les décisions de l'assemblée des délégués concernant une dépense nouvelle supérieure à 10 millions de francs sont soumises au referendum obligatoire au sens de l'article 123e LCo. de la loi sur les communes.</p> <p>³Le montant net de la dépense fait foi, après déduction des subventions et participations de tiers. En cas de dépenses renouvelables, les tranches annuelles sont additionnées. Si on ne peut déterminer pendant combien d'années la dépense interviendra, il est compté cinq fois la dépense annuelle.</p> |
| <p>TITRE IV. Admission de nouveaux membres, sortie, dissolution</p> | <p>TITRE IV. Admission de nouveaux membres, sortie, dissolution</p> |
| <p>Admission</p> <p>Art. 40.- L'Association peut admettre de nouveaux membres aux conditions fixées par l'assemblée des délégués.</p> | <p>Admission</p> <p>Art. 40.- Le Réseau peut admettre de nouveaux membres aux conditions fixées par l'assemblée des délégués.</p> |
| <p>Sortie</p> <p>Art. 41.- ¹Les communes-membres ne peuvent pas sortir de l'Association avant le 31 décembre de la vingtième année qui suit la constitution de l'Association des communes de la Sarine pour le home médicalisé, soit avant le 31 décembre 2001. Passé ce délai, elles peuvent le faire pour la fin d'une année moyennant un avertissement de douze mois.</p> <p>²Le membre sortant perd tout droit aux biens et avoirs de l'Association, de même qu'à sa participation aux frais de construction du home.</p> <p>³L'article 8 de la loi du 8 septembre 2005 sur l'aide et les soins à domicile demeure réservé.</p> | <p>Sortie</p> <p>Art. 41.- ¹Les communes-membres ne peuvent pas sortir du Réseau avant le 31 décembre de la vingtième année qui suit la constitution de l'Association des communes de la Sarine pour le home médicalisé de la Sarine, soit avant le 31 décembre 2001. Passé ce délai, elles peuvent le faire pour la fin d'une année moyennant un avertissement de douze mois.</p> <p>²Le membre sortant perd tout droit aux biens et avoirs du Réseau, de même qu'à sa participation aux frais de construction du home médicalisé de la Sarine.</p> <p>³L'article 8 LASD de la loi du 8 septembre 2005 sur l'aide et les soins à domicile demeure réservé.</p> |

| | |
|--|--|
| <p>Dissolution</p> <p>Art. 42.- ¹L'Association ne peut être dissoute que par décision des deux tiers des communes-membres.</p> <p>²En cas de dissolution, les organes de liquidation devront donner préférence à toutes solutions permettant de continuer l'exploitation des services.</p> <p>³Les dettes non couvertes et le capital disponible après la liquidation de l'Association passent aux communes-membres suivant les règles qui auront servi à calculer la part des membres aux frais de construction.</p> | <p>Dissolution</p> <p>Art. 42.- ¹Le Réseau ne peut être dissous que par décision des deux tiers des communes-membres.</p> <p>²En cas de dissolution, les organes de liquidation devront donner préférence à toutes solutions permettant de continuer l'exploitation des services.</p> <p>³Les dettes non couvertes et le capital disponible après la liquidation du Réseau passent aux communes-membres suivant les règles qui auront servi à calculer la part des membres aux frais de construction.</p> |
| <p>TITRE V. Dispositions transitoires et finales</p> | <p>TITRE V. Dispositions transitoires et finales</p> |
| <p>Entrée en vigueur</p> <p>Art. 43.- Les présents statuts, approuvés la première fois par le Conseil d'Etat le 7 avril 1981 (anciennement : Association des communes de la Sarine pour le home médicalisé), entrent en vigueur après leur adoption par l'assemblée communale et le conseil général de chaque commune membre et après leur approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.</p> | <p>Entrée en vigueur</p> <p>Art. 43.- Les présents statuts, approuvés la première fois par le Conseil d'Etat le 7 avril 1981 (anciennement : Association des communes de la Sarine pour le home médicalisé), entrent en vigueur après leur adoption par l'assemblée communale et le conseil général de chaque commune membre et après leur approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.</p> |
| <p>Art. 44.- La modification des articles 31, 33 et 36bis des statuts adoptée par l'assemblée des délégués du 15 décembre 2010 est fixée au 1er janvier 2012.</p> | <p>Art. 44.- La modification des articles 31, 33 et 36bis des statuts adoptée par l'assemblée des délégués du 15 décembre 2010 est fixée au 1er janvier 2012.</p> |
| <p>Art. 45.- L'article 36ter adopté par l'assemblée des délégués du 15 décembre 2010 entre en vigueur avec au 1er janvier 2011.</p> | <p>Art. 45.- L'article 36ter adopté par l'assemblée des délégués du 15 décembre 2010 entre en vigueur avec au 1er janvier 2011.</p> |
| <p>Art. 46.- Les articles 6, 35, 35bis et 46 adoptés par l'assemblée des délégués du 30 mai 2012 entrent en vigueur au 1er janvier 2013.</p> | <p>Art. 46.- Les articles 6, 35, 35bis et 46 adoptés par l'assemblée des délégués du 30 mai 2012 entrent en vigueur au 1er janvier 2013.</p> |

| | |
|--|---|
| | <p><u>Art. 47.</u>- ¹Les articles 1, 2 al. 1 et 2, 3, 4, 5, 6, 10 let. g, m et o, 12 al. 1, 17 al. 1 let. a, b, d et g, 17bis, 18 al. 2, 19, 24, 25, 26 al. 1, 29, 30, 31, 32, 35bis, 36ter, 38, 40, 41 al. 1 et 2, 42 al. 1 et 3 et 47 ainsi que la suppression des articles 10 al. 1 let. c, 13, 27, 28, 32, 33, 34, 35, 35bis, 36, 36bis et 36ter adoptés par l'assemblée des délégués du 3 juin 2015 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2016.</p> <p>²Le Réseau reprend les rapports de travail des personnes exécutant les tâches transférées par la Fondation pour l'aide et les soins à domicile de la Sarine. Les parties concluent une convention réglant la date de la reprise des rapports de travail ainsi que le règlement financier entre elles (transfert du capital de dotation, reprise de la comptabilité, etc.).</p> |
|--|---|

Message du Comité de direction à l'attention de l'assemblée des délégués concernant le projet de modification des statuts (P) de l'Association des communes de la Sarine pour les soins médico-sociaux (ACSMS)

Plan

Condensé

I Le rôle de l'ACSMS

- 1 L'exécution de la législation sur les établissements médico-sociaux pour personnes âgées
 - 1.1 *L'exploitation du home médicalisé de la Sarine*
 - 1.2. *L'exploitation du Foyer de jour de la Sarine*
 - 1.3 *La commission de district des EMS*
 - 1.4 *Les frais financiers des établissements médico-sociaux pour personnes âgées du district de la Sarine*
- 2 L'exécution de la législation sur l'aide et les soins à domicile
 - 2.1 *La Fondation pour l'aide et les soins à domicile de la Sarine*
 - 2.2 *La commission de district pour l'aide et les soins à domicile*
 - 2.3 *La charge financière de l'aide et des soins à domicile*
- 3 Le Service d'ambulance de la Sarine

II Les motifs et le contenu de la modification des statuts de l'ACSMS

- 1 La concrétisation des mesures préconisées dans les rapports d'expert
 - 1.1 *La création d'un poste de directeur ou de directrice général(e) et la centralisation de certaines fonctions*
 - 1.1.1 La répartition des attributions entre le comité de direction et le directeur ou la directrice général(e)
 - 1.1.2 Les attributions du directeur ou de la directrice général(e) en matière de ressources humaines
 - 1.1.3 Les attributions du directeur ou de la directrice général(e) en matière financière et comptable
 - 1.2 *La direction du home médicalisé de la Sarine et du service d'ambulance*
 - 1.3 *La création d'un service d'aide et de soins à domicile et la dissolution de la FASDS*
 - 1.4 *La modification de l'organisation comptable*
 - 1.4.1 Les recommandations de l'expert
 - 1.4.2 La modification des dispositions statutaires relatives aux finances de l'ACSMS
- 2 Le toilettage des statuts
 - 2.1 *Le nom de l'Association*
 - 2.2 *Les autres dispositions*
 - 2.2.1. Les buts poursuivis par l'ACSMS
 - 2.2.2 La prise en charge et la répartition des frais financiers des établissements médico-sociaux

Condensé

La présente modification des statuts de l'ACSMS poursuit un double but :

Elle est, en premier lieu, destinée à concrétiser les mesures de réorganisation préconisées dans les rapports d'audit des 15 octobre 2013 et 11 mars 2014, établis par l'expert mandaté par le Comité de direction, M. Gérald Guillaume.

Parmi ces mesures, figure la création d'un poste de directeur ou de directrice général(e), chapeautant l'ensemble des services de l'ACSMS. On vise ici les services qui seront désormais centralisés (ressources humaines, finances et comptabilité) et les institutions affiliées ou partenaires de l'ACSMS (home médicalisé de la Sarine, foyer de jour, service d'ambulance de la Sarine, aide et soins à domicile). Or, la création de ce poste nécessite, d'une part, que l'organisation de ces institutions ainsi que les compétences du comité de direction soient revues. En particulier, l'intégration de l'aide et des soins à domicile au sein de l'ACSMS entraînera la dissolution de la Fondation qui, jusqu'ici, assumait cette tâche dans le district. D'autre part, les changements statutaires intervenus ces dernières années, auxquels s'ajoutent ceux qui sont proposés aujourd'hui, rendent difficilement compréhensible la lecture des clauses d'ordre financier. Les dispositions relatives à la limite d'endettement, aux frais d'exploitation et aux frais financiers seront désormais regroupées et simplifiées, sans que les principes applicables jusqu'à ce jour ne soient remis en cause. Ainsi, la clé de répartition des frais d'exploitation et des frais financiers reste la même (sous réserve de la correction d'une erreur concernant la répartition des frais de fonctionnement de la Commission de district pour les soins et l'aide à domicile, qui obéira désormais à la clé de répartition générale). Au vu des travaux prévisibles liés au manque de place du service d'ambulance et de l'ancienneté du HMS, il est en revanche proposé de porter la limite d'endettement destinée à financer les investissements de l'ACSMS de CHF 13'000'000.00 à CHF 30'000'000.00.

En second lieu, il s'agit de profiter de cette modification pour entreprendre le toilettage des statuts sur certains points. Il en est ainsi du nom et des buts de l'ACSMS.

I Le rôle de l'ACSMS

1 L'exécution de la législation sur les établissements médico-sociaux pour personnes âgées

1.1 L'exploitation du home médicalisé de la Sarine

Selon la loi du 23 mars 2001 sur les établissements médico-sociaux pour personnes âgées¹, les communes doivent assurer la mise à disposition des places nécessaires à l'accueil des personnes âgées qui ne peuvent plus mener une existence indépendante². Pour remplir leurs obligations, les communes qui ne sont pas propriétaires d'un établissement médico-social (ci-après : EMS) constituent une ou des associations conformément à la loi sur les communes. Seules ou en association, elles peuvent passer des conventions avec des établissements publics et privés³.

Dans le district de la Sarine, certaines communes se sont regroupées en association pour exploiter un EMS ; d'autres ont conclu des conventions avec des EMS privés ou publics. Enfin, les communes de la Sarine ont créé, en 1981, une association destinée, notamment, à exploiter le home médicalisé construit à Villars-sur-Glâne, Avenue Jean-Paul II (ci-après : le home médicalisé de la Sarine) ; elle a pris le nom de « *Association des communes de la Sarine pour les services médico-sociaux (ACSMS)* » (ci-après : l'ACSMS ou l'Association).

1.2 L'exploitation du Foyer de jour de la Sarine

Les EMS fribourgeois favorisent le maintien à domicile des personnes âgées fragilisées en leur permettant de venir passer une journée dans un « *foyer de jour* ». Actuellement, les six foyers de jour du canton (un foyer hors EMS) soulagent le quotidien des malades et de leurs proches et favorisent le maintien dans leur environnement familial et social. L'ACSMS exploite un de ces six foyers sous l'appellation de Foyer de jour de la Sarine.

1.3 La commission de district des EMS

Aux termes de l'article 13 LEMS, chaque district dispose d'une commission des EMS (ci-après : la CODEMS), composée de cinq membres nommés par le préfet, qui la préside. Les frais de fonctionnement de la commission sont supportés par les communes du district, qui en déterminent la clé de répartition conformément aux règles applicables au mode de collaboration intercommunale choisi.

Ainsi, la CODEMS ne dépend pas d'une association de communes ; elle est une véritable autorité, instituée par la législation cantonale. C'est la raison pour laquelle les statuts de l'ACSMS ont été précisés en 2012, l'article 6 al. 2 prévoyant désormais que celle-ci « *entretient des liens privilégiés* » avec la CODEMS⁴, qui n'est pas un organe de l'Association.

En revanche, il appartient aux communes de régler la répartition des frais de fonctionnement de la CODEMS⁵. Dans le district de la Sarine, cette répartition est fixée de la même manière que la répartition des frais financiers liés aux dépenses d'investissement des établissements médico-sociaux du district de la Sarine prévue à l'article 35 des statuts de l'ACSMS⁶.

¹ LEMS ; RSF 834.2.1.

² Art. 9 al. 1 LEMS.

³ Art. 10 LEMS.

⁴ Cf. Message du Comité de direction à l'attention des délégués de l'ACSMS concernant la modification des articles 6 et 35 et l'introduction de deux nouveaux articles 35bis et 46 des statuts de l'ACSMS, du 8 mai 2012 (ci-après : Message), p. 3.

⁵ Art. 13 al. 4 LEMS.

⁶ Art. 35 des statuts ; cf. Message, p. 2.

1.4 *Les frais financiers des établissements médico-sociaux pour personnes âgées du district de la Sarine*

Les frais d'investissement des immeubles et les frais financiers des EMS sont à la charge des communes⁷. Il appartient à la CODEMS de répartir les frais financiers d'un séjour entre les communes qui ont constitué un pot commun à cet effet, selon la clé de répartition déterminée par les communes⁸. Chaque établissement facture à la commission de district du domicile la participation aux frais financiers⁹.

Dans le district de la Sarine, les communes membres de l'ACSMS prennent en charge les frais financiers des EMS situés dans le district¹⁰, créant, ainsi, un pot commun au sens de l'article 14 al. 1 let. a LEMS.

2 **L'exécution de la législation sur l'aide et les soins à domicile dans le district de la Sarine**

2.1 *La Fondation pour l'aide et les soins à domicile de la Sarine*

Les communes doivent se réunir en association groupant l'ensemble des communes d'un district afin de garantir la couverture des besoins de la population en matière d'aide et de soins à domicile. Les associations de communes concluent ensuite des mandats de prestations avec un ou plusieurs services privés ou créent un ou plusieurs services d'aide et de soins à domicile¹¹.

Dans le district de la Sarine, les communes ont convenu de charger l'ACSMS d'assurer les tâches prévues par la législation sur l'aide et les soins à domicile¹² ; celle-ci a conclu un mandat de prestations avec la Fondation pour l'aide et les soins à domicile de la Sarine (ci-après : FASDS)¹³.

2.2 *La commission de district pour l'aide et les soins à domicile de la Sarine*

L'article 9 LASD institue une commission de district chargée, notamment, d'élaborer le règlement concernant l'octroi de l'indemnité forfaitaire et de faire, à l'intention de l'association de communes, une proposition pour le montant de cette indemnité¹⁴. Cette commission est composée d'au minimum sept membres désignés par l'association de communes qui veille à ce que des professionnels compétents dans le domaine du maintien à domicile soient représentés¹⁵.

Ainsi, comme la CODEMS, la Commission de district pour l'aide et les soins à domicile de la Sarine ne trouve pas son fondement dans une association de communes ; elle est une véritable autorité, instituée par la législation cantonale. C'est la raison pour laquelle les statuts de l'ACSMS ont été précisés en 2012, l'article 6 al. 2 prévoyant désormais que celle-ci « *entretient des liens privilégiés* » avec la commission de district¹⁶, qui n'est pas un organe de l'Association. La seule question que l'ACSMS devait régler était celle de la composition de la commission, ce qui est prévu à l'article 22 des statuts. L'article 36 des statuts régit, quant à lui, les frais de fonctionnement de la commission.

2.3 *La charge financière de l'aide et des soins à domicile*

Les communes décident, dans le cadre de l'association qu'elles ont créée, de la répartition de la charge financière en matière d'indemnité forfaitaire et d'aide et de soins à domicile¹⁷.

⁷ Art. 12 LEMS.

⁸ Art. 14 al. 1 let. a LEMS.

⁹ Art. 17 LEMS.

¹⁰ Cf. Message, p. 2 ; cf. infra, ch. II.1.4.2.

¹¹ Art. 8 al. 1 et 3 de la loi du 8 septembre 2005 sur l'aide et les soins à domicile (LASD ; RSF 823.1).

¹² Art. 3 al. 1 let. d des statuts.

¹³ Cf. art. 36ter des statuts.

¹⁴ Art. 9 al. 1 let. a LASD.

¹⁵ Art. 4 du règlement du 10 janvier 2006 sur l'aide et les soins à domicile (RASD ; RSF 823.11).

¹⁶ Cf. Message, p. 3.

¹⁷ Art. 8 al. 2 LASD.

L'article 36bis des statuts règle cette question.

3 Le Service d'ambulance de la Sarine

Les communes du district de la Sarine ont convenu de charger l'ACSMS d'exploiter un service d'ambulance (ci-après : SAS)¹⁸.

II Les motifs et le contenu de la modification des statuts de l'ACSMS

1 La concrétisation des mesures préconisées dans les rapports d'expert

Le comité de direction de l'ACSMS a confié à M. Gérald Guillaume, expert-comptable dipl., un mandat d'expertise destiné à établir un diagnostic, réfléchir et proposer des solutions susceptibles d'améliorer la conduite de l'ACSMS et des organes qui la composent.

M. Guillaume a déposé deux rapports : le premier, daté du 15 octobre 2013¹⁹, comprend une analyse du fonctionnement de l'ACSMS, propose diverses mesures de réorganisation et contient des réflexions au sujet des perspectives futures pour les homes médicalisés du district. Le second, rendu le 11 mars 2014, évalue les engagements financiers découlant des mesures proposées dans le rapport I.

1.1 La création d'un poste de directeur ou de directrice général(e) et la centralisation de certaines fonctions

Pour l'expert, l'organisation future de l'ACSMS passe impérativement par la création d'un poste d'administrateur de l'ACSMS (dénommé depuis, directeur ou directrice général(e)). Ce poste est nécessaire pour concrétiser les décisions du comité, chapeauter les services administratifs et coordonner les activités de l'ensemble des services médico-sociaux²⁰. Ce regroupement des tâches va d'ailleurs dans le sens des recommandations exprimées dans le Concept Senior+, qui prévoit notamment de mettre en œuvre une coordination de l'offre de prestations²¹.

L'expert préconise ensuite la centralisation des fonctions des ressources humaines, des finances et de la comptabilité²². Il recommande enfin la modification de la structure hiérarchique des différents services de l'ACSMS ainsi que la dissolution de la FASDS²³.

Le comité de direction de l'ACSMS a décidé de suivre la plupart de ces recommandations, qui sont concrétisées dans les modifications proposées ci-dessous.

1.1.1 La répartition des attributions entre le comité de direction et le directeur ou la directrice général(e)

Le directeur ou la directrice général(e) fera désormais partie des organes de l'ACSMS (art. 6 al. 1 let. c P). Il ou elle assistera aux séances du comité de direction avec voix consultative (art. 12 al. 1 P).

Il appartiendra désormais au comité de direction non plus de « *diriger et administrer* » l'ACSMS, mais d'en fixer la stratégie (art. 17 al. 1 let. a P). La direction opérationnelle sera confiée au directeur ou à la directrice général(e), qui sera engagé par le comité de direction (art. 17 al. 1 let. d et 17bis P).

¹⁸ Art. 3 al. 1 let. b des statuts.

¹⁹ Ci-après : rapport I.

²⁰ Rapport I, p. 11.

²¹ Concept Senior+, Direction de la santé et des affaires sociales, Projet du 28.2.2014, p. 24.

²² Rapport I, p. 12.

²³ Rapport I, p. 13.

Les attributions du directeur ou à la directrice général(e) seront fixées dans un cahier des charges ainsi que dans le règlement d'organisation arrêté par le comité de direction (art. 17bis et 17 let. g P). Ses attributions seront en principe les suivantes :

- direction de l'ACSMS conformément à son cahier des charges ;
- responsabilité des ressources humaines, techniques et financières dans les limites fixées par son cahier des charges ;
- coordination des activités des différents services de l'ACSMS ;
- préparation des objets à soumettre au comité de direction et à l'assemblée des délégués et exécution des décisions de celui-ci ;
- secrétariat des organes de l'ACSMS ainsi que de la CODEMS et de la Commission de district pour l'aide et les soins à domicile de la Sarine ;
- engagement des autres membres du personnel de l'ACSMS ;
- relations avec les autorités cantonales et communales ainsi qu'avec les différentes institutions et les partenaires publics et privés ;
- reddition de compte des activités de l'ACSMS auprès de l'assemblée des délégués et du comité de direction ;
- représentation de l'ACSMS conformément aux modalités fixées à l'article 19 P.

Le directeur et la directrice général assurera le secrétariat des organes de l'ACSMS (art. 17bis al. 2 P), autrement dit du comité de direction, de l'assemblée des délégués ainsi que des commissions et délégations créées par le comité conformément à l'article 18 des statuts. On vise ici la responsabilité générale du secrétariat, et non les tâches administratives qui y sont liées (tenue effective du procès-verbal, envoi des convocations, etc.), lesquelles pourront être déléguées.

L'engagement du directeur ou de la directrice général(e) implique que le mode de représentation prévu à l'article 19 soit revu (cf. art. 19 P). Il s'agit également d'autoriser le président et le vice-président à signer ensemble, ce qui n'est pas autorisé par la version actuelle des statuts.

1.1.2 Les attributions du directeur ou de la directrice général(e) en matière de ressources humaines

A l'heure actuelle, le comité de direction est autorisé d'engagement de l'ensemble du personnel (art. 17 let. d des statuts).

Dans son rapport du 15 octobre 2013, l'expert Gérald Guillaume préconise de centraliser les fonctions RH et de les placer sous l'autorité directe du directeur ou de la directrice général(e). Les tâches liées à l'engagement du personnel administratif et la gestion de l'ensemble du personnel seraient ainsi centralisées dans un seul service de RH. En revanche, pour le personnel médico-social, il est d'avis de maintenir la responsabilité du recrutement par les services, respectivement par les professionnels des soins²⁴.

Il importe, à cet égard, de bien distinguer la tâche de *recrutement du personnel* (définition des critères d'engagement, sélection des candidats) de la question de *l'autorité d'engagement*. Celle-ci détermine qui assume, aux yeux de la loi, la décision d'engager le personnel. La notion d'autorité d'engagement mérite d'être précisée.

Aux termes de l'article 70 de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes²⁵, les communes peuvent adopter, par un règlement de portée générale, leurs propres règles relatives au personnel. A défaut d'un règlement communal de portée générale, les dispositions de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat²⁶, hormis les articles 4 à 23, 132 al. 1 et 2 et 133 al. 1, ainsi que ses dispositions d'exécution s'appliquent par analogie au personnel communal à titre de droit communal supplétif. Cette disposition est applicable aux associations de communes²⁷. En l'espèce, l'ACSMS est doté d'un règlement du personnel qui renvoie aux dispositions de la loi sur le personnel de l'Etat.

²⁴ Rapport I, p. 12 et 13.

²⁵ LCo RSF 140.1.

²⁶ LPers ; RSF 122.70.1.

²⁷ Art. 126 LCo.

Il appartiendra désormais au comité de direction d'engager le directeur ou la directrice général(e) ainsi que les cadres supérieurs de l'ACSMS (responsables du home médicalisé, du foyer de jour, du service de l'aide et des soins à domicile, du service d'ambulances, des ressources humaines et des finances), d'approuver leur cahier des charges et de surveiller leur activité (art. 17 let. d P).

Il est prévu que, dans son cahier des charges, le directeur ou la directrice général(e) procède à l'engagement des autres membres du personnel.

Il importe en effet que, pour avoir une vision claire et globale de l'ACSMS, la responsabilité de décider de l'engagement d'une personne incombe au directeur ou à la directrice général(e).

Le comité de direction, resp. le directeur ou la directrice général(e) sera considéré(e) comme *autorité d'engagement* au sens de la LPers. Les recours contre les décisions du directeur ou de la directrice général(e) seront adressés au comité de direction en sa qualité d'autorité hiérarchique supérieure au sens de l'article 132 al. 1 LPers.

Quant aux *tâches de recrutement* au sens évoqué ci-dessus, elles pourront demeurer dans les mains des responsables des différents services.

1.1.3 Les attributions du directeur ou de la directrice général(e) en matière financière et comptable

Dans son rapport du 15 octobre 2013, l'expert Gérald Guillaume préconise de centraliser les fonctions finances/comptabilité et de les placer sous l'autorité directe du directeur ou de la directrice général(e)²⁸. Une telle centralisation facilitera en effet la planification des besoins de trésorerie, puisqu'il deviendra possible de gérer cette trésorerie globalement au sein de l'ACSMS et non plus dans le cadre de chaque service comme c'est le cas actuellement²⁹.

1.2 La direction du home médicalisé de la Sarine et du service d'ambulance

Avec la nomination d'un directeur ou d'une directrice général(e), les postes de direction du home médicalisé et du service des ambulances n'ont plus de raison d'être. Le home médicalisé sera ainsi placé sous la responsabilité d'un ou d'une chef(fe) d'établissement et le service d'ambulance sous celle d'un ou d'une chef(fe) d'exploitation.

1.3 La création d'un service d'aide et de soins à domicile et la dissolution de la FASDS

Le directeur ou la directrice général(e) aura pour fonction de concrétiser les décisions du comité dans les différents domaines de compétence de l'ACSMS. Il aura la responsabilité des ressources humaines, techniques et financières et coordonnera les différents services de l'ACSMS. Dès lors que l'ACSMS assure, dans ses buts, l'exécution de la législation sur l'aide et les soins à domicile, le directeur ou la directrice général(e) devra veiller à ce que cette mission soit correctement remplie ; à cette fin, il convient de lui confier la gestion directe de ce domaine. La FASDS n'a ainsi plus de raison de subsister en qualité de personne morale distincte de l'ACSMS, raison pour laquelle elle sera dissoute, ses activités étant confiées au nouveau service d'aide et de soins à domicile. Cela va également dans le sens du Concept Senior+. Son personnel sera repris par l'ACSMS.

Il ressort des renseignements pris auprès de l'Autorité de surveillance des fondations que la dissolution de la FASDS devra obéir à certains principes : D'abord, les membres du Conseil de fondation devront donner leur accord à cette dissolution. Le transfert du patrimoine étant régi par la loi fédérale sur les fusions, un contrat de transfert sera ensuite élaboré entre l'ACSMS et la FASDS pour régler cette question ainsi que l'affectation du capital et la reprise de la comptabilité, notamment (art. 47 al. 2 P). Ce contrat se fera sur la base d'un bilan intermédiaire établi par une fiduciaire indépendante. Il sera enfin approuvé par l'Autorité de surveillance, qui constatera que la FASDS n'a plus de substance.

²⁸ Rapport I, p. 12 et 13.

²⁹ Rapport I, p. 12.

1.4 La modification de l'organisation comptable

1.4.1 Les recommandations de l'expert

Bien que les plans comptables ne puissent être unifiés et que les facturations soient régies par des lois différentes, le regroupement des services comptables sous une seule autorité permettra d'améliorer plusieurs domaines d'activité (suivi des débiteurs, planification des besoins de trésorerie, etc.). L'expert recommande par ailleurs un certain nombre de mesures propres à améliorer l'information dans le domaine financier et comptable :

- rédaction d'un seul rapport de gestion pour l'ensemble des activités de l'ACSMS ;
- intégration dans le rapport de gestion d'un chapitre couvrant les activités de la CODEMS et celles la Commission des indemnités forfaitaires ;
- ouverture d'un chapitre « *frais de fonctionnement* » de l'ACSMS dans la comptabilité et transfert des charges administratives dans cette rubrique ;
- comptabilisation des investissements par objet ;
- établissement d'une comptabilité séparée pour les indemnités forfaitaires ;
- consolidation du bilan de l'ACSMS (présentation unifiée pour tous les services) ;
- rédaction de commentaires sur le budget à l'intention du comité de direction ;
- justification des écarts par rapport au budget dans les comptes annuels ;
- suivi des dépenses d'investissement votées et justification par un décompte ;
- amélioration du suivi du contentieux du SAS.

A ces mesures, l'expert conseille d'ajouter une planification de la trésorerie annuelle pour les appels de fonds aux communes ainsi qu'une planification financière imposée par la loi sur les communes, ce qui permettra d'avoir une vue d'ensemble de l'utilisation des fonds versés par les communes et gérés par l'ACSMS³⁰.

1.4.2 La modification des dispositions statutaires relatives aux finances de l'ACSMS

Afin de mettre en œuvre ces recommandations, il est nécessaire de simplifier les dispositions statutaires relatives aux finances de l'ACSMS.

a Le regroupement des dispositions relatives à la limite d'endettement

Les dispositions relatives aux emprunts que l'ACSMS peut contracter sont actuellement réparties en fonction des différents objets concernés :

- CHF 4'000'000.00 au titre de compte de trésorerie (art. 29) ;
- CHF 10'000'000.00 pour de nouveaux investissements (extension ou transformation du home médicalisé (art. 30) ;
- CHF 3'000'000.00 pour financer les investissements du SAS (art. 32) ;
- CHF 8'000'000.00 pour financer le remboursement du décalage de 18 mois dans le paiement des frais financiers des établissements médico-sociaux du district de la Sarine, pour une durée maximale de 10 ans (art. 35bis).

Il est proposé de regrouper ces dispositions en une seule (art. 30 P). Si les montants de l'emprunt destiné au compte de trésorerie et de l'emprunt contracté pour financer le décalage de 18 mois dans le paiement des frais financiers restent les mêmes (CHF 4'000'000.00, resp. CHF 8'000'000.00, art. 30 al. 2 let. b et al. 3 P), *il paraît opportun de porter la limite d'endettement destinée à financer les investissements de l'ACSMS de CHF 13'000'000.00 à CHF 30'000.000.00* (art. 30 al. 2 let. a P). Les motifs pour ce changement sont les suivants :

Au 31 décembre 2014, l'endettement cumulé du HMS et du SAS (sans l'emprunt pour la CODEMS) est de CHF 15'918'030.00. Par rapport aux statuts votés en 2012, cet emprunt ne permet pas d'investir, par exemple pour acquérir les 2 ambulances prévues dans les budgets 2014. Pour ce faire, il était prévu de

³⁰ Rapport I, p. 12 et 15.

faire appel à un leasing dont les taux d'intérêts seraient beaucoup plus élevés que le taux d'un emprunt contracté sur une durée de 5 ans.

De plus, ces prochaines années, des travaux liés au manque de place des ambulances et à la vétusté du HMS devront impérativement être entrepris. En effet, le HMS a été inauguré il y a 31 ans et un concept de rénovation devra être élaboré pour maintenir l'attractivité du home. Dans ce contexte, le fait de pouvoir disposer d'une limite d'endettement plus élevée, mais tout de même restreinte, est indispensable. Elle permettra aussi de répondre aux enjeux actuels et futurs en matière de prise en charge des personnes âgées, notamment au regard du concept Senior+.

b Le regroupement des dispositions relatives aux frais d'exploitation et aux frais financiers

Les dispositions relatives aux frais d'exploitation de l'ACSMS et aux frais financiers des établissements du district de la Sarine sont actuellement réparties en fonction des services de l'Association :

- frais communs (art. 27 et 28) ;
- frais d'exploitation du home (art. 31) ;
- frais d'exploitation du SAS (art. 33) ;
- frais financiers liés aux dépenses d'investissement des établissements médico-sociaux du district de la Sarine (art. 34 et 35) ;
- frais de fonctionnement de la Commission de district pour les soins et l'aide familiale à domicile (art. 36) ;
- charge financière de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 4 LASD (art. 36bis) ;
- charge financière du mandat de prestation prévue à l'art. 4 LASD (art. 36ter).

Il est proposé de simplifier, respectivement de regrouper ces dispositions en une seule (art. 31 P). Cette proposition appelle les cinq remarques suivantes :

- 1° Tous ces frais, à une exception près, sont répartis selon la clé de répartition suivante : 75% selon le nombre d'habitants (population légale) et 25% selon la population légale de chaque commune pondérée par l'indice de potentiel fiscal cantonal (IPF) de la commune ; *cette clé de répartition sera naturellement maintenue (art. 31 al 2 P).*
- 2° L'exception à la règle a trait aux *frais de fonctionnement de la Commission de district pour les soins et l'aide familiale à domicile*, qui sont répartis, selon l'article 36 al. 2 des statuts, en fonction de la population légale. Cette particularité n'est pas volontaire : elle résulte d'un oubli lors de la dernière révision des statuts : dans le Message du 8 mai 2012, le comité de direction expliquait clairement que la clé de répartition 75%-25% concernait également « *les autres tâches de l'ACSMS* »³¹. Les frais en question ont d'ailleurs été répartis selon la clé de répartition mentionnée ci-dessus. Il convient de profiter de la présente révision pour rectifier cette situation. Au vu de la modicité des montants en cause, CHF 25'000.00 par année cela ne constitue pas une difficulté.
- 3° Les statuts contiennent des dispositions relatives à chacun des services assumés par l'ACSMS ainsi que deux clauses relatives aux frais dits « *communs* », autrement dits ceux qui ne peuvent être attribués à l'un ou à l'autre service (art. 27 et 28 des statuts). Dès lors que le traitement de l'ensemble des frais de fonctionnement et des frais financiers fait désormais l'objet d'une disposition unique (l'art. 31 P), il n'est pas nécessaire de prévoir de clause spécifique aux frais communs, raison pour laquelle ils seront désormais traités sous la dénomination de « *dépenses courantes de fonctionnement* » de l'ACSMS (art. 31 al. 2 let. a P). De la même manière, il n'est plus utile de prévoir que les frais d'investissement de chaque service sont assumés par l'ACSMS (art. 26) puisque c'est bien l'Association qui procèdera aux investissements (art. 26 al. 1 P).
- 4° A l'heure actuelle, la *charge financière de l'aide et des soins à domicile* est liée au mandat de prestations conclu entre l'ACSMS et la FASDS ; désormais, cette charge ressortira des activités du nouveau service de l'aide et des soins à domicile, intégré au Réseau Santé Sarine. Il

³¹ Cf. Message, p. 2

convient dès lors de supprimer la référence, contenue à l'article 36ter des statuts, au mandat de prestations (art. 31 al. 2 let. g P).

- 5° Enfin, les frais liés à l'accomplissement des *buts généraux fixés à l'article 3 al. 1 let. d P* seront répartis selon la même clé 75%-25%.

c *Tableau de correspondance*

Afin de faciliter la lecture du projet par rapport aux statuts actuels, la correspondance entre les dispositions financières contenues dans l'un et l'autre texte est représentée dans le tableau suivant :

| Statuts actuels | Projet |
|------------------------|--------------------------------|
| Art. 27 | Art. 31 al. 2 let. a |
| Art. 28 | Art. 31 al. 1 |
| Art. 29 al. 1 | Art. 30 al. 2 let. b |
| Art. 29 al. 2 | Art. 29 |
| Art. 30 | Art. 30 al. 2 let. a |
| Art. 31 | Art. 31 al. 1 et al. 2 let. b |
| Art. 32 | Art. 30 al. 2 let. a |
| Art. 33 | Art. 31 al. 1 et al. 2 let. c |
| Art. 34 | Art. 31 al. 2 let. d |
| Art. 35 | Art. 31 al. 1 et al. 2 let. d |
| Art. 35bis | Art. 30 al. 2 |
| Art. 36 | Art. 31 al. 1 et al. 2 let. f |
| Art. 36bis | Art. 31 al. 1 et al. 2 let. e |
| Art. 36ter | Art. 31 al. 1 et al. 2 let. g |
| --- | Art. 31 al. 2 let. h (nouveau) |

2 Le toilettage des statuts

Le comité de direction entend profiter de cette étape pour proposer d'autres modifications statutaires.

2.1 Le nom de l'Association

L'ACSMS est la plupart du temps désignée par son sigle, lequel est parfois confondu avec le HMS alors qu'elle assume de nombreuses autres tâches sur l'ensemble du district.

Par ailleurs, l'ACSMS a été mêlée malgré elle, ces derniers temps, à diverses campagnes médiatiques en relation avec le Fonds de prévoyance de son personnel. Les amalgames faits ici et là ont pu heurter le personnel.

Il est sans doute temps, avec la nouvelle organisation, de donner à notre Association un nouveau nom. Le comité de direction propose celui de Réseau Santé de la Sarine (art. 1 P), reprenant ainsi l'idée exprimée dans d'autres districts de bien montrer que les différentes activités ressortissant au domaine médico-social sont chapeautées, sous forme d'un vrai réseau, par une organisation unique.

2.2 Les autres dispositions

2.2.1. Les buts poursuivis par l'ACSMS

L'article 3 al. 1 let. d des statuts dispose que l'ACSMS a pour but de répondre aux tâches qui lui sont dévolues par la loi du 8 septembre 2005 sur l'aide et les soins à domicile. Il est proposé d'élargir ce but aux tâches et missions dévolues aux membres par la législation sur la prise en charge des personnes âgées, ce qui est déjà le cas avec l'exploitation du home médicalisé de la Sarine. Cela constituera alors une base statutaire idoine pour répondre aux enjeux actuels et futurs en matière de prise en charge des personnes âgées, notamment au regard du concept Senior+.

2.2.2 La prise en charge et la répartition des frais financiers des établissements médico-sociaux

L'article 3 al. 1 let. d des statuts dispose que l'ACSMS a pour but de prendre en charge et de répartir les frais financiers des établissements médico-sociaux pour personnes âgées abritant des résidents provenant du district de la Sarine, selon convention passée entre chaque établissement concerné et l'ACSMS. Or, une telle convention n'a jamais été conclue. Il convient dès lors de modifier la lettre c de l'article 3 al. 1 des statuts.

Adopté en séance du Comité de direction du 28 avril 2015